

Extract of Pour Info - FSU - En ligne

<http://pourinfo.fsu.fr/Apres-le-discours-du-president-de.html>

Après le discours du président de la République à Rethel

- Archives - Année 2008-2009 - N°425 - 03/11 au 07/11 - 2008 -

Publication date: vendredi 7 novembre 2008

Copyright © Pour Info - FSU - En ligne - Tous droits réservés

Le discours du président de la république hier à Rethel mélange les effets d'annonce théâtralisés et des préconisations lourdes de dangers pour les salariés et les chômeurs.

La FSU constate que, devant les risques d'augmentation du chômage résultant de la crise économique, le Président de la République préconise un retour au traitement social du chômage en augmentant les contrats aidés de 100 000, contrats vilipendés depuis 2002..

On recourt donc de nouveau à des emplois précaires, en roue de secours d'urgence, alors qu'en même temps, on continue de détruire des dizaines de milliers d'emplois statutaires dans la fonction publique.

Le Président a continué en montrant du doigt les chômeurs, accusés d'être responsables de leur situation de sans emploi. Il a par ailleurs défendu l'extension des contrats à durée déterminée et l'ouverture du dimanche, ce qui démontre sa volonté de poursuivre la flexibilisation à outrance du code du travail sans la moindre démonstration de l'efficacité de telles mesures pour l'emploi. Car le problème posé est bien celui de la création de nouveaux emplois et non de faire travailler plus pour ceux qui travaillent déjà.

Le MEDEF ne s'y est pas trompé en saluant ces deux orientations.

Nicolas Sarkozy veut par ailleurs imposer la généralisation du contrat de transition professionnelle, actuellement expérimenté dans sept bassins d'emploi, à tous les bassins d'emploi sinistrés qui en auront besoin. Compte-tenu de l'aggravation du chômage et de la multiplication prévisible des « sinistres économiques », ne serait-il pas préférable de construire une « nouvelle mesure emploi » reprenant les principes de « l'allocation supplémentaire d'attente » ? Cette mesure offrirait à tous les licenciés économiques un niveau d'indemnisation élevé et des possibilités de formations professionnelles larges et rémunérées correctement.

Le Président de la République a déclaré « qu'une des réponses à la crise est là » en parlant de Pôle Emploi (la nouvelle dénomination de la structure fusionnée ASSEDIC ANPE) et il a exigé que la fusion soit accélérée.

La FSU s'inquiète que l'accélération du processus pour des effets d'affichage ne se fasse au détriment des services rendus aux usagers et en dégradant considérablement les conditions de travail des salariés de l'ANPE et de l'ASSEDIC.

La FSU estime que la situation économique et sociale impose la construction d'un plan d'urgence sociale intégrant plusieurs paramètres : l'augmentation des salaires, des minima sociaux et des indemnités de chômage, la création massive d'emplois de qualité compatibles avec un développement durable et écologiquement responsable, le développement de formations professionnelles adaptées aux besoins des chômeurs, le développement de services publics de qualité. Les moyens financiers consacrés à résolution des problèmes sociaux et au combat pour faire régresser le chômage doivent être à la mesure de ceux mis pour le rattrapage des systèmes financiers et bancaires.

Communiqué FSU du 5 novembre 2008